

REVUE DE PRESSE

for'um
UNION POUR LA MEDITERRANEE

L'innovation *Une chance pour le Proche-Orient*

Centre de conférence ministériel
27 rue de la Convention – 75015 Paris
Mardi 31 mai 2011 8h30 – 18h

DECLARATIONS OFFICIELLES



- Message du Président de la République, Nicolas Sarkozy, lu par le Ministre chargé de la coopération, Henri de Raincourt – **p.5**
- Discours d'ouverture de la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Nathalie Kosciusko-Morizet – **p.6**
- Discours de la Représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient, Valérie Hoffenberg – **p.9**

ARTICLES PRESSE



- Dépêche AFP « PO: Sarkozy salue les actions de terrain » - **p.11**



- L'Orient le Jour : « Une vingtaine de participants libanais au forum « L'innovation, une chance pour le Proche-Orient », à Paris » - **p.12**



- Les Confidentielles du Figaro : Proche-Orient : « Sarkozy soutient le For'UM d'Hoffenberg » - **p.13**



- News: Gilad Erdan: un Ministre surbooké. Les politiques israéliens qui viennent à Paris préfèrent adopter une « cool-attitude ». Daniel Rouach – **p.14**
- « Conférence : « L'innovation, une chance pour le Proche-Orient ». Daniel Rouach, Prof à l'ESCP animera une table ronde sur les nouvelles technologies. » Brett Kline et Shiran Katz. – **p.14**



- "Erdan calls for PA cooperation to solve water problems" – **p.17**



- Entretien avec Gilad Erdan : "On attend que la pression internationale se porte sur les Palestiniens" – **p.19**



- Interview de Gilad Erdan pour Direct Matin : « L'eau, un problème majeur » - **p.22**



- Interview avec Valérie Hoffenberg : "Il est beaucoup plus facile de négocier quand les peuples se sentent sur le même pied d'égalité." – **p.23**

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Interview avec Valérie Hoffenberg : « La France fédère Arabes et Israéliens autour de l'innovation » - p.25
 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Minister Erdan in Paris Conference: Keep the Water Issue Out of the Israeli Palestinian Conflict – p.27
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Israeli Environment Minister: Please Keep Politics Out of Water! – p.29
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Israel to PA: Cooperate on Water or Hurt Your Own People – p.31
 <p>(Jordan News Agency)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ JIB highlights Jordan's energy potentials at Paris Innovation Forum – p.32
 <p>(News business Middle East)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Jordan Investment Board highlights kingdom's energy potential at Paris Innovation Forum – p.33
INTERVIEWS TELE	
    	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Interview TV5 Monde ▪ Interview France 24 ▪ Reportage Al-Jazeera (en Arabe) ▪ Interview BFM Business ▪ Interview Jerusalem Plus
INTERVIEWS RADIO	



- [Interview Judaique FM](#)
- [Interview RFI](#)
- [Interview Widoobiz 1](#)
- [Interview Widoobiz 2](#)

DECLARATIONS OFFICIELLES

▪ **MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, NICOLAS SARKOZY, LU PAR LE MINISTRE CHARGÉ DE LA COOPÉRATION, HENRI DE RAINCOURT**

Je suis heureux d'adresser ce message de bienvenue aux participants de ce séminaire consacré au thème «L'innovation, une chance pour le Proche-Orient».

Je me réjouis que le ministère des Affaires étrangères et européenne accueille cette initiative et félicite Mme Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la Dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du Processus de paix au Proche-Orient, de l'avoir portée et organisée.

La présence de nombreuses hautes personnalités étrangères et françaises, que je salue, et l'appui très significatif de prestigieux partenaires économiques français et étrangers représentés au plus haut niveau témoignent du succès de cette initiative et de la pertinence des sujets qui vous réunissent.

Que tous soient remerciés de leur participation et de leur soutien.

Vendredi dernier à Deauville, les membres du G8 ont souligné l'urgence de la paix au Proche-Orient et ont déclaré que «les bouleversements historiques que connaît la région rendaient d'autant plus important le règlement par la négociation du conflit israélo-palestinien». «Le moment de reprendre le processus de paix» ont-ils ajouté, «est maintenant».

La communauté internationale est résolue à faire progresser la paix au Proche-Orient ; la France se mobilise pour qu'aucune occasion ne soit laissée de côté. Ces dernières semaines, j'ai reçu le président Abbas puis le Premier ministre Netanyahu ; lors du G8, nous avons évoqué de façon approfondie ce dossier central ; et dès demain, Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes, se rend en Israël et dans les Territoires palestiniens pour poursuivre nos efforts.

Mais si une action diplomatique dynamique est indispensable pour parvenir à une reprise du processus est indispensable pour parvenir à une reprise du processus de paix, les actions de terrain et les rencontres entre les acteurs israéliens, palestiniens et tiers sont irremplaçables afin de construire au quotidien les conditions de la paix de demain.

Dans ce Proche-Orient où les peuples savent que la paix est aussi la clé du développement, les défis sont communs à tous.

Que l'on soit égyptien, turc ou libanais, israélien ou omanais, palestinien ou qatari, disposer d'un accès sûr et durable à l'eau est une nécessité, comme le sont la sécurité alimentaire ou énergétique. D'où que l'on vienne et où que l'on vive, la maîtrise des nouvelles technologies est un impératif pour qui veut prendre sa place et jouer son rôle dans notre monde globalisé.

Ces défis communs appellent des réponses et des solutions communes, parce que les fleuves qui irriguent les terres agricoles ignorent les frontières, parce que les nouveaux moyens de communication sont par essence transnationaux.

Vos débats et vos réflexions permettront non seulement d'échanger de manière aussi concrète et opérationnelle que possible, mais aussi, je le souhaite, de mettre en place des projets régionaux qui favoriseront la création d'emplois et poseront les bases d'une relance de l'Union pour la Méditerranée - projet plus nécessaire que jamais alors que les peuples du sud de la Méditerranée expriment des aspirations que nous devons les aider à réaliser.

Je souhaite encore une fois féliciter la représentante spéciale pour cette initiative originale et très opportune qui réunit des personnalités dont la diversité est en soi un gage de succès. Leur volonté d'agir ensemble est un message d'espoir pour tous ceux qui œuvrent en faveur d'un Proche-Orient fait de paix, de stabilité et de prospérité.

À tous, je redis mes remerciements pour votre présence et pour votre engagement, et souhaite plein succès à vos travaux.

▪ **DISCOURS D'OUVERTURE DE LA MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT, NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET**

Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir que j'ai accepté d'ouvrir ce For'Um sur «l'innovation, une chance pour le Proche-Orient», à l'invitation de Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient.

Je tiens à remercier et à saluer chaleureusement tous les participants venus du Proche et du Moyen-Orient à Paris pour participer à cette manifestation.

Le thème qui nous rassemble aujourd'hui est on ne peut mieux choisi.

Comment l'innovation peut-elle contribuer au développement économique et à l'amélioration de la vie quotidienne des peuples de la région ? Cette question prend toute son importance aujourd'hui dans le contexte de ce qu'on appelle le «printemps arabe».

Quel que soit le nom qu'on lui donne, cet élan démocratique repose sur des aspirations profondes et des mouvements parfois anciens. Mais il s'est appuyé, comme chacun le sait, sur la jeunesse et il s'est accéléré grâce aux nouvelles technologies. La révolution numérique a permis de libérer les flux d'information et de créer de nouveaux liens de solidarité. Elle n'explique pas à elle seule les évolutions politiques d'une rapidité extraordinaire que l'on observe depuis le début de l'année. Mais elle a sans nul doute contribué à leur déclenchement. Elle ne suffit malheureusement pas toujours à assurer leur succès et n'empêche pas que des dictateurs s'accrochent au pouvoir en réprimant leur population comme l'illustre l'exemple tragique de la Libye.

La technologie ne peut pas tout. L'élan démocratique doit, pour se perpétuer, s'appuyer sur des réformes politiques mais aussi, et peut-être d'abord, sur le développement économique. La transition démocratique doit être accompagnée sur le plan économique. Les réformes doivent être soutenues. C'est le sens du message du G8 de Deauville. C'est notre intérêt à

tous. C'est une prospérité partagée qui permettra à la paix et à la démocratie de s'ancrer durablement dans les pays du pourtour de la Méditerranée.

C'est là que l'on retrouve, sous un autre aspect, l'exigence d'innovation. Comme l'a dit récemment Joseph Stiglitz : «Il nous faut montrer que la technologie n'est pas seulement l'outil qui peut renverser les régimes - elle peut aussi créer une nouvelle économie pleine de dynamisme» ; Les pays de la région ont trop longtemps vu leur développement économique limité par des obstacles politiques. Il est temps qu'ils se mobilisent autour de projets d'avenir et se rassemblent pour être à la pointe du progrès, comme ils l'ont été dans l'histoire et comme leur jeunesse, de mieux en mieux formée, y aspire légitimement.

Ne soyons pas naïfs. Ne minimisons pas les conséquences des tensions qui perdurent dans la région. Le conflit du Proche-Orient appelle des solutions politiques, et la France continuera d'agir avec détermination en ce sens. Nous avons en fait le choix d'entrer une dynamique dont chacun peut espérer sortir gagnant ou de rester dans une logique de confrontation. Le vent de changement politique que connaît la région nous oblige à faire le pari de l'audace et de l'innovation.

Les défis de la Méditerranée sont connus et n'ont fait que s'aggraver depuis quinze ans : réduire les écarts de développement, combattre des menaces communes (climat, pollution, insécurité alimentaire) et mener une véritable politique de civilisation (passer du clash au dialogue). Ces défis sont au cœur du projet d'Union pour la Méditerranée. Je formule le vœu que ce processus s'appuie sur ses atouts - le paritarisme et la géométrie variable - pour accélérer le lancement de projets concrets répondant aux attentes des populations.

Ce forum se donne pour ambition de présenter des solutions innovantes pour améliorer l'accès aux services essentiels à la vie que sont l'eau, l'assainissement, l'alimentation et l'énergie. Ce sujet est crucial. Aujourd'hui, trop d'habitants du Moyen-Orient n'ont pas un accès satisfaisant à ces services. Si l'on n'agit pas dès maintenant, leur situation ne cessera de se détériorer du fait de ressources hydrauliques limitées, et des conditions climatiques parfois extrêmes, qui prévalent dans la région et qui ne feront que s'aggraver à l'avenir.

Le défi est de mettre en place des modes de consommation et de production qui permettront aux populations de vivre dans un contexte de rareté de l'eau et de l'énergie. Il convient de penser dès maintenant à un système complètement nouveau, prenant en compte toutes les dimensions humaines, économiques et sociales. L'ampleur des défis nous oblige à nous mobiliser. Leur radicalité nous pousse à innover. Le fait qu'ils soient communs nous engage à nous rassembler.

L'accès à l'eau est sans doute le premier des défis à relever. Les pays du Moyen-Orient y sont tous, et depuis longtemps, confrontés. Mais aujourd'hui, les besoins sont en augmentation constante et la situation atteint un point critique dans certains pays très arides qui ne sont pas capables de répondre aux besoins élémentaires de leur population et de leur économie. L'accès à l'eau est ne doit pas être instrumentalisé à des fins politiques. Plusieurs pays partagent le bassin de certains fleuves. Il serait dans l'intérêt commun d'engager une coopération renforcée qui permette une réflexion globale, prenant en compte l'utilité de chaque usage.

De l'accès à la ressource en eau dépend en grande partie la sécurité alimentaire. Enjeu mondial, qui présente encore plus d'acuité pour les pays arides ou semi-arides du Moyen-

Orient. Comme la production agricole est fortement consommatrice d'eau, ces pays sont contraints de recourir à des mécanismes d'irrigation très développés et coûteux pour assurer une production locale. Dans le même temps les prix mondiaux des produits agricoles et alimentaires souffrent de volatilité et sont orientés durablement à la hausse. Les pays du Moyen-Orient se trouvent confrontés à un dilemme entre le choix d'une production locale consommatrice de ressources en eau, rare et nécessaire à d'autres usages, et une dépendance alimentaire envers des pays tiers, qui peut être déstabilisante.

Les questions énergétiques, y compris pour les pays qui possèdent des réserves en hydrocarbures, sont devenues prioritaires dans le contexte mondial de raréfaction des ressources en énergies fossiles et de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Les pays producteurs de gaz et de pétrole réfléchissent déjà à des alternatives pour réserver leurs ressources fossiles à d'autres utilisations que la production locale d'énergie. L'abondance de la ressource solaire dans tous les pays du Moyen-Orient ainsi que leur important potentiel éolien sont des opportunités qui doivent être explorées. La France soutient fermement le Plan solaire méditerranéen. Le PSM est un des six projets prioritaires de l'Union pour la Méditerranée et s'est donné l'objectif ambitieux de créer 20 GW d'énergies renouvelables supplémentaires d'ici 2020. Il doit s'accompagner d'actions sur la maîtrise de la demande, sur l'efficacité énergétique et sur le développement des interconnexions électriques nord-sud entre les pays de la zone euro-méditerranéenne.

Mesdames, Messieurs,

Les enjeux que je viens d'évoquer appellent des solutions audacieuses combinant l'innovation et la coopération régionale.

Je sais qu'il existe déjà de très nombreuses initiatives innovantes en matière de Développement durable au proche et Moyen-Orient. Ces initiatives régionales et locales doivent s'articuler avec les négociations multilatérales dans le domaine du développement durable. À cet égard, l'inscription à Cancun en décembre 2010, des actions d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre sous la Convention Climat constitue une avancée considérable. La Conférence de Durban fin 2011, devra poursuivre cette dynamique du renforcement du régime mondial de lutte contre le changement climatique. La France souhaite appuyer ces initiatives concrètes, en favorisant les coopérations et en mobilisant les appuis internationaux dont elles peuvent bénéficier.

Parmi celles-ci, je voudrais évoquer dans le domaine de l'eau le projet Mer Rouge/Mer Morte. Unique au monde par son ambition et par son ampleur, ce projet est d'une très grande complexité. Il doit permettre de répondre aux besoins en eau des populations jordanienne, israélienne et palestinienne. La France suit attentivement ce projet et a déjà engagé des ressources financières pour les études. Elle continuera à appuyer ce projet phare de la coopération régionale et à mobiliser tous les partenaires indispensables à sa mise en œuvre.

J'aurais pu évoquer de multiples autres projets, dans le domaine des transports, avec les pistes de développement de réseaux régionaux de voyageurs et de marchandises, ou dans le domaine des énergies renouvelables, avec la création de l'agence IRENA.

L'existence de tous ces projets nous permet d'être optimistes en ce qui concerne la capacité des pays du Moyen-Orient à s'engager dans l'innovation pour répondre aux attentes de leurs populations en matière de développement économique et d'amélioration du niveau de vie.

Je me réjouis de la forte implication de plusieurs entreprises françaises à ces projets et à cette manifestation. Toutes les actions que nous souhaitons développer ensemble seront productrices de richesses et d'emplois.

Je souhaite que les débats de ce For'Um, Chère Valérie, permettent d'améliorer la compréhension réciproque et de trouver ensemble des pistes nouvelles et concrètes. C'est ensemble, Etats, entreprises, collectivités et citoyens réunis, Nord et Sud confondus, que nous pourrons ensemble progresser.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite plein succès dans vos travaux.

▪ **DISCOURS DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE POUR LA DIMENSION ÉCONOMIQUE, CULTURELLE, COMMERCIALE, ÉDUCATIVE ET ENVIRONNEMENTALE DU PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT, VALÉRIE HOFFENBERG**

Madame la Ministre,

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire général adjoint de l'Union pour la Méditerranée

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup d'émotion que j'ai le plaisir et le grand honneur de vous accueillir si nombreux aujourd'hui au ministère des Affaires étrangères et européennes à Paris pour ce forum qui s'inscrit dans la volonté du président de la République de relancer l'Union pour la Méditerranée, le For'UM consacré à l'innovation, une chance pour le Proche-Orient.

Je souhaite tout particulièrement remercier les ministres jordaniens, MM. Jafaar Hassan et Mohammad Najjar, le ministre israélien, M. Gilad Erdan, le ministre palestinien, M. Shaddad Attili, Son Excellence le Cheik Hamad bin Ali Al Thani du Qatar, mais aussi tous les représentants officiels turcs, égyptiens, koweïtiens, libanais, omanais et bien entendu français qui nous font l'honneur d'assister et de participer à ce forum.

Je souhaite adresser mes sincères remerciements à Mme la Ministre, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, qui nous fait l'honneur d'ouvrir ce colloque qui traite de thématiques essentielles que sont l'eau, l'énergie, la sécurité alimentaire mais aussi des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Je sais que c'est une région que vous aimez que vous connaissez.

Pour des raisons d'agenda, M. le Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Alain Juppé, qui devait nous accueillir ce matin n'a pu être présent mais il a demandé à M. Henri de Raincourt, ministre chargé de la Coopération auprès du ministre d'État, de le représenter ce matin et de nous lire aujourd'hui un message que le président de la République a souhaité nous adresser à l'occasion de ce For'UM.

Avant de céder la parole à M. le Ministre de Raincourt puis à Mme la Ministre permettez moi rapidement vous dire combien j'apprécie que malgré l'instabilité qui règne au Moyen-Orient et les divergences de vues de certains des dirigeants des pays que vous représentez, vous ayez accepté de dépasser vos divergences pour participer ensemble à ce forum.

Réunir des hautes personnalités de cette région du monde est déjà un événement en soi. Je me félicite que vous ayez choisi la France pour engager ce dialogue et tenter ensemble de construire un espace de prospérité qui conduira, je l'espère à un espace paix.

Malgré les difficultés, l'instabilité dans laquelle se trouve le Moyen-Orient, vous êtes plus de 600 à avoir accepté notre invitation à dialoguer autour de ces piliers de la vie que sont l'eau, l'énergie, la sécurité alimentaire. Certes, l'Internet n'est pas encore un pilier de la vie mais il a su démontrer qu'il est aujourd'hui un acteur majeur de la diffusion d'informations et un outil permettant de fédérer les peuples.

Aujourd'hui, conscients de l'urgence de répondre aux exigences légitimes des populations du Moyen-Orient, nous avons ensemble la chance de pouvoir proposer des solutions pour dépasser les barrières et les différences au niveau politique,

La jeunesse du Moyen-Orient appelle depuis plusieurs mois à des réformes profondes pour permette à tous de disposer de droits et de libertés individuelles accrus.

L'aspiration à retrouver la dignité en sortant de la spirale de la pauvreté et de la précarité pour accéder au progrès économique, social et technologique doit nous amener à bâtir de nouveaux ponts entre les deux Rives de la Méditerranée.

Aujourd'hui nous sommes là pour innover et pour créer de nouvelles passerelles, assis à la même table pour évoquer les projets nationaux et à dimension régionale.

Certes, la paix ne peut reposer uniquement sur l'économie. Certes, créer des emplois ne règlera pas les conflits, mais cela permettra à chaque peuple dans chacun de ces pays de retrouver une dignité par l'emploi.

Je reprendrai avec modestie les paroles de Daniel Barenboïm qui a écrit récemment, «qu'il se peut qu'un jour les États puissent emprunter les ponts que les sociétés civiles ont bâti ensemble, et s'en servir pour accomplir des progrès politiques».

Je souhaite que les ponts que nous sommes en train de bâtir ensemble servent à faire progresser la paix dans la région afin que tous les peuples puissent eux-aussi accéder aux ressources essentielles.

Je vous remercie.



(reprise dans le Figaro)

« PO: Sarkozy salue les actions de terrain »

Le président français Nicolas Sarkozy a salué aujourd'hui les "actions de terrain" entre Israéliens et Palestiniens qui permettent de construire au quotidien les conditions de la paix de demain, à l'ouverture d'un forum à Paris réunissant plusieurs ministres français et étrangers.

"Si une action diplomatique dynamique est indispensable pour parvenir à une reprise du processus de paix, les actions de terrain et les rencontres entre les acteurs israéliens, palestiniens et tiers sont irremplaçables afin de construire au quotidien les conditions de la paix de demain", a-t-il écrit dans un message lu par son ministre de la Coopération, Henri de Raincourt.

"Dans ce Proche-Orient où les peuples savent que la paix est aussi la clé du développement, les défis sont communs à tous. Que l'on soit Egyptien, Turc ou Libanais, Israélien ou Omanais, Palestinien ou Qatari, disposer d'un accès sûr et durable à l'eau est une nécessité, comme le sont la sécurité alimentaire ou énergétique", a poursuivi Nicolas Sarkozy.

L'eau, les nouvelles énergies, la sécurité alimentaire et les technologies d'information figurent au menu du forum organisé par Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient.

"Ces défis communs appellent des réponses et des solutions communes, parce que les fleuves qui irriguent les terres agricoles ignorent les frontières, parce que les nouveaux moyens de communication sont par essence transnationaux", a aussi relevé le président français.

Parmi les personnalités invitées au forum figurent notamment Gilad Erdan, ministre israélien de l'Environnement, Mohammad Najjar, ministre jordanien de l'Eau et de l'Irrigation, et Shaddad Attili, président de la Palestinian Water Authority.

L'Orient LE JOUR

« Une vingtaine de participants libanais au forum « L'innovation, une chance pour le Proche-Orient », à Paris »

Par Élie MASBOUNGI | 01/06/2011

En présence d'une vingtaine de représentants d'entreprises et institutions libanaises (dont une représentante de la Banque du Liban, Zeinab Fawaz), un forum intitulé « L'innovation, une chance pour le Proche-Orient » s'est tenu mardi au centre de conférence ministériel relevant du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Organisé par Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la dimension économique et commerciale du processus de paix au Proche-Orient, ce forum a vu la participation de plus de 300 personnalités du monde des affaires aux côtés de délégués d'organismes publics et d'associations intéressés par quatre thématiques fondamentales pour le M-O, à savoir l'eau, la sécurité alimentaire, les nouvelles énergies et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Il s'agissait, selon Mme Hoffenberg, de montrer la volonté politique de la France de soutenir des projets concrets et d'annoncer la mise en place de projets régionaux. Le rapprochement politique et le règlement des conflits de la région doivent avancer parallèlement avec la coopération des peuples qui veulent aller vers l'avant et assurer un avenir meilleur aux générations montantes, a déclaré l'organisatrice du forum qui est soutenu par l'Union pour la Méditerranée et une trentaine de sponsors.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que parmi les conférenciers on trouvait des ministres et autres responsables palestiniens, jordaniens et israéliens qui ont débattu, au gré des panels, de thèmes d'intérêt commun tels que l'eau, l'environnement, les problèmes d'énergie et de communication.

Autre objectif de cette rencontre : aider les entreprises françaises et moyen-orientales de toutes les tailles à engager des partenariats durables, viables et fiables et d'accéder ainsi à des financements par des fonds de capital risque ou des banques.

En fin de journée, un bilan des travaux a été présenté par Henri Guaino, chef de la mission interministérielle de l'UPM, et plusieurs participants ont exprimé leur satisfaction suite aux contacts bilatéraux qu'ils ont eu en marge du forum et aussi lors des discussions en séance. Des entrepreneurs libanais venus spécialement pour l'occasion et des chefs d'entreprises libanaises implantées en France se sont félicités de ce forum et souhaité que de telles rencontres se multiplient non seulement à l'échelon bilatéral franco-libanais, mais dans le cadre de l'UPM qui, selon des informations obtenues à bonne source, connaîtra dans les prochaines semaines un nouveau départ dès que le nouveau secrétaire général et le nouveau coprésident (en remplacement du président Hosni Moubarak) tiendront les commandes.

LE FIGARO

Proche-Orient : Sarkozy soutient le For'UM d'Hoffenberg

Représentante spéciale du président de la République pour le processus de paix au Proche-Orient, Valérie Hoffenberg organise aujourd'hui la deuxième édition du For'UM sur le thème : « L'innovation, une chance pour le Proche-Orient ». Reçue samedi par Nicolas Sarkozy, elle a été félicitée par le chef de l'État pour avoir réuni des ministres jordaniens, israéliens et palestiniens ainsi qu'un représentant de l'émir du Qatar.



Plus de 600 participants, dont 250 entreprises, sont attendus à ce For'UM qui évoquera les thématiques de l'eau, de l'énergie, de la sécurité alimentaire et des technologies de l'informa-



- **News: ISRAELVALLEY - GILAD ERDAN: UN MINISTRE SURBOOKE. LES POLITIQUES ISRAELIENS QUI VIENNENT A PARIS PREFERENT ADOPTER LE PLUS SOUVENT UNE "COOL-ATTITUDE".**

Par Daniel Rouach

Gilad Erdan était à Paris en début de semaine pour une Conférence. Etant moi-même invité au même évènement (j'ai animé la Table-Ronde sur les "Révolutions arabes et les Nouvelles Technologies"), j'ai donc eu l'occasion d'observer avec attention les activités d'un Ministre israélien (assez peu connu... car jamais impliqué dans un scandale où des malversations !) en exercice dans la Capitale.

La scène se passe à deux pas du Ministère Français des affaires étrangères. Une conférence bat son plein. Valérie Hoffenberg organise cet évènement avec une équipe de choc et réalise l'exploit de se "dédoubler" (présente à la fois sur scène avec des mots chaleureux pour encourager les initiatives de coopérations et dans la salle pour "obliger" israéliens, jordaniens et palestiniens à se serrer les mains) !

Entre 300 et 600 personnes sont dans la salle de Congrès (traduction en trois langues et écrans panoramiques dans toute la salle). La conférence porte sur "L'innovation et le Moyen-Orient". Après avoir terminé sa table-ronde, Gilad Erdan et son équipe (commando en costards-cravates) se réfugient dans un salon mis à sa disposition par les organisateurs.

Entouré de gardes du corps le Ministre est en forme et garde le visage sérieux. Il reçoit. Un véritable défilé. Son équipe est là autour de lui. Que de l'eau sur la table. Rien de plus. Et cette situation n'a pas cessé des heures durant ! Bourreau du travail. Encore et encore... Traditionnellement les Ministres israéliens de passage en France viennent aussi pour se détendre, manger sans retenue dans les meilleurs restaurants étoilés, "sentir l'air de Paris" et faire... des achats pour les enfants. Attendons donc le prochain passage de Ehoud Barak à Paris qui aura lieu en Juin pour le Salon du Bourget. On verra bien... IsraelValley sera omniprésent.

- **« CONFERENCE : "L'INNOVATION, UNE CHANCE POUR LE PROCHE-ORIENT". Daniel Rouach, Prof à l'ESCP animera une table ronde sur les nouvelles technologies. »**

Par Brett Kline et Shiran Katz.

FOR'UM "L'INNOVATION, UNE CHANCE POUR LE PROCHE-ORIENT" (31 MAI). Alain Juppé, Ministre Français des Affaires Étrangères et Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Ecologie, des Transports et du Logement ouvriront le forum, s'adressant aux dirigeants de 250 entreprises et institutions gouvernementales françaises, israéliennes,

palestiniennes, jordaniennes, libanaises, égyptiennes, turques, d'Omanis, Qataris, présents dans la foule parmi tant d'autres. Il faut tempérer l'enthousiasme premier qui, comme d'habitude, accompagne les débats sur les affaires israélo-arabes, avec ou sans la participation des Français. Le processus de paix entre Israël et la Palestine peut probablement aboutir, mais très lentement, et où exactement, c'est un mystère.

Et les Français, en dépit des encouragements sur le front diplomatique, restent loin derrière l'Allemagne et la Grande-Bretagne et même l'Italie quand il s'agit de partenariats d'affaires avec Israël.

Est-ce un problème?

« Non, les politiques ne sont pas un problème », déclare Valérie Hoffenberg. « Regardez, ce forum n'est pas destiné à mener à terme le processus de paix au Moyen-Orient. Bien que, la stabilité économique favorise certainement la paix politique. » Elle est axée sur les individus. « Il s'agit de favoriser les contacts commerciaux entre les personnes qui autrement ne se seraient sans doute pas rencontrés au cours de leur activités quotidiennes. Combien d'Israéliens ont-ils parlé en tête à tête avec le Cheikh Hamad bin Ali Al Thani, le chef du programme de sécurité alimentaire du Qatar ? Je ne sais pas. Advienne que pourra. »

Et que dire du point de vue français? Les participants au dernier dîner à la Chambre de Commerce franco-israélienne ont entendu le président Henri Cukierman, répéter que les startups israéliennes avaient tant à offrir aux puissantes multinationales françaises, et encourager toutes sortes d'initiatives pour que les rencontres B-2-B aient lieu, mais les résultats sont dérisoires.

Valérie H. a des réponses.

Il y a là des points positifs, telles que Veolia, dont l'activité est très développée en Israël, alors que Suez, développée en Jordanie, est absente en Israël, a-t-elle expliqué. Il est vrai que presque tous les bus israéliens sont estampillés Veolia, mais Suez, qui est un leader mondial en gestion de l'eau, est invisible au sein du pays.

« L'eau est un enjeux majeur au Moyen-Orient, une question très épineuse », poursuit-elle. « Ainsi, au cours de la seconde table ronde sur l'eau, Jean-Louis Chaussade, directeur général de Suez Environnement, y participe avec le Dr Samir Hulileh, chef de la direction palestinienne du groupe d'investissement PADICO et Oded Fixler, à la tête de l'autorité israélienne traitant de l'eau et du gaspillage. Tout reste à voir. »

D'autres, à cette deuxième table ronde, incluent Maximilien Rouer, dirigeant de BeCitizen, la branche environnementale du groupe Edmond de Rothschild, Ronald Mollinger, chef Centre de recherche du Moyen-Orient sur le dessalement basé à Oman, puis, Antoine Frérot, PDG de Veolia Environnement.

La première table ronde réunira le ministre de l'environnement israélien Gilad Erdan, le ministre jordanien de l'Aménagement et de la Coopération internationale Jafaar Hassan, le dirigeant de l'autorité palestinienne pour l'eau Shaddad Attili, le ministre jordanien de l'eau Moammad Najjar et Valérie Hoffenberg en personne. Au menu: une présentation du projet Mer Rouge – Mer Morte.

Suite à la table ronde portant sur les nouvelles énergies, qui rassemble, entre autres, David Faïman, directeur du centre solaire à l'Université Ben Gourion; Daniel Rouach animera une table ronde portant sur les nouvelles technologies dans l'information et la communication. Celle-ci comprend Edouard Cukierman, fondateur et PDG de Catalyst Funds à Tel Aviv, David Lacombed, directeur délégué à la stratégie des contenus d'Orange France, Hanin

Fakhriddin, directrice marketing de Rubicon en Jordanie, Amnon Dick, ancien PDG de Bezeq, et le PDG de Palinvest Ahmed Elfarra.

Pourquoi viennent-ils tous à Paris?

« Les gens ont eu foi en ce forum et ont signé en raison de notre succès dans la zone industrielle de Bethléem », dit le représentant du ministère français des Affaires étrangères. «

Il s'agit d'un projet français-israélo-palestinien, et la première pierre est posée. »

La zone de 50-dunam, ou 5 hectares, se trouve juste au nord du poste de contrôle à la frontière de Beit Jala, près de la route 60, la route principale. C'est visiblement un monde d'hommes. Peut-être que l'audace d'une femme de pouvoir est nécessaire pour ébranler ce monde. Valérie Hoffenberg est peut-être cette femme.

“Erdan calls for PA cooperation to solve water problems”

By [SHARON UDASIN](#)

Refusal of PA officials to cooperate with Israel leaves Palestinians with water shortage, contamination, environmental protection minister says.

The Palestinians still suffer from both a water shortage and contaminated water due to the refusal of Palestinian Authority leaders to cooperate with Israel due to the unrelated political conflict, Environmental Protection Minister Gilad [Erdan](#) said at a conference held in Paris on Tuesday.



The conference, organized by the [Union for the Mediterranean](#), was hosted by the French government and President [Nicolas Sarkozy's](#) envoy to the Middle East, Valérie Hoffenberg.

One of the main issues under discussion was achieving a viable solution to regional water problems, as a path toward cooperation and peace, the Environmental Protection Ministry said.

Erdan participated in a roundtable discussion that included PA Water Authority Minister Dr. Shadad Attili, Jordanian Water Minister Mohammed Najjar, Jordanian Minister of Regional Cooperation Jafaar Hassan and Deputy Secretary-General of the Union for the Mediterranean Rafiq Hussein. Also in attendance were the French environment and economic cooperation ministers.

“The issue of water must be outside the Israeli-Palestinian conflict,” Erdan said in his speech. “If the Palestinians will continue insisting to put conditions on things, we will not succeed in achieving cooperation and will not find a solution to the water distress of this whole region’s population.”

Erdan said the continued pollution of water sources threatened Israelis and Palestinians alike, and that the Palestinian leadership should stop debating who had the right to which water source and instead begin discussing the urgent and mutual needs for water.

Today, Israel supplied the Palestinians in the West Bank and the Gaza Strip much more water than is mandatory under the Interim Agreement of 1995 (Oslo II), the environment minister added.

Reiterating Israel’s commitment to finding regional solutions to the water problem, Erdan said

the government would continue to enable international investments in water treatment plants, including in the construction of additional desalination plants in Gaza.

Turning to the PA Water Authority head, Erdan suggested that they put aside mutual political suspicions and instead forge a relationship based on solving environmental problems directly.

“How can I help you deal with Israeli bureaucratic obstacles that delay finding solutions to the water distress, such as even I encounter during ongoing activities, when you look for excuses to refuse meetings?” Erdan asked Attali. “This way, nothing will be resolved.

Attali told Erdan that he would refuse to meet with him due to his participation in the recent inauguration of the new Ma’aleh Hazeitim neighborhood in southeast Jerusalem, the Environmental Protection Ministry said.

Le Monde.fr

"On attend que la pression internationale se porte sur les Palestiniens"

[Gilad Erdan](#), ministre israélien de l'environnement. DR

Dans un entretien au Monde.fr, [Gilad Erdan](#), membre du Likoud et ministre israélien de l'environnement, estime qu'un vote aux Nations unies sur la reconnaissance de la Palestine "serait une victoire pour le Hamas".

Quel est le sens de votre présence au Forum de l'innovation qui rassemble sous l'égide de la France des responsables israéliens et arabes à Paris ?

Gilad Erdan : Israël, depuis sa création, a développé de nombreuses technologies liées à l'usage de l'eau. Israël est aujourd'hui le premier pays au monde pour le recyclage des eaux usées : 90% des eaux usagées sont réutilisées en Israël, pour l'agriculture. Les Palestiniens, de leur côté, ne réutilisent pas leur eaux usées. Nous pouvons les aider dans ce domaine.

Le comité sur l'eau entre les deux partis a toujours fonctionné depuis les accords d'Oslo. Il existe aujourd'hui 28 projets notamment liés au traitement de l'eau, mais ils sont bloqués. La France peut aider à avancer.

On peut parler des heures sur les droits sur l'eau, mais il vaut mieux trouver des solutions aux problèmes concrets. Israël peut aider tous les pays de la région, à commencer par l'Autorité palestinienne parce que l'eau est une question existentielle et c'est un problème qui est là.

Trouver des solutions, cela permet de bâtir la confiance et d'envisager plus facilement par la suite des compromis. C'est très simple de critiquer Israël, de critiquer son armée, c'est plus complexe de prendre en compte la volonté israélienne, celle du premier ministre [Benyamin Nétanyahou](#), d'aider les Palestiniens à se développer.

A partir de 1967 [date de la conquête de la Cisjordanie et de Gaza], la consommation d'eau par habitants a augmenté considérablement chez les Palestiniens alors qu'elle a baissé légèrement côté israélien. En 1967, seulement 5% des localités palestiniennes étaient raccordées à l'eau, aujourd'hui c'est 95%.

Le président des Etats-Unis a évoqué le 18 mai la ligne de 1967 comme base d'une frontière en Israël et un Etat palestinien. La réaction israélienne a été très négative, quelle serait votre alternative ?

Nous avons beaucoup d'endroits en Judée et en Samarie, des sites historiques et bibliques sur lesquels nous avons des droits moraux, où les juifs ont vécu des milliers d'années, ce qui veut dire que le jour où nous tracerons une frontière, cela ne voudra pas dire nécessairement que nous devons évacuer ces juifs de leurs maisons.

De même, nous ne disons pas que les 1 300 000 Arabes vivant en Israël et qui se définissent comme Palestiniens devront déménager en cas d'un accord de paix. Un accord de paix ne veut pas dire une évacuation. Il n'est pas raisonnable d'attendre qu'Israël accepte ce que sera la frontière avant même que les négociations ne commencent.

On a dit haut et clair que l'on accepte un Etat palestinien, c'est un grand changement d'un point de vue idéologique pour le Likoud. On a dit qu'il fallait qu'il soit viable, ce qui renvoie à sa taille.

Mais on a également des demandes : l'arrêt de la demande que les réfugiés palestiniens reviennent en Israël, car ce serait à terme la fin de l'Etat juif, on veut qu'ils acceptent qu'Israël soit un Etat juif comme il y aura un Etat palestinien. Ces demandes sont raisonnables et beaucoup d'hommes d'Etat le pensent. Mais les Palestiniens ne les ont jamais acceptées.

Avec les premiers ministres israéliens comme [Ehoud Olmert](#) et [Ehoud Barak](#), ils ont négocié des frontières sur la base de 1967 sans jamais accepter ces demandes. Notre conclusion est que si on accède à leurs demandes territoriales dès le départ, ils ne seront pas incités à passer des compromis.

On ne sait pas ce que sera l'avenir dans les territoires palestiniens. Si le Hamas prendra un jour le contrôle de la Cisjordanie comme à Gaza. Or beaucoup de centres de populations importants en Israël sont beaucoup plus proches de la Cisjordanie que de Gaza.

Mettre à nouveau la pression sur Israël va inciter les Palestiniens à privilégier la voie unilatérale et à négliger la question du démantèlement des structures terroristes où à lutter contre les appels contre Israël.

Le premier ministre a accepté l'idée d'un Etat palestinien, il a accepté un moratoire sur la colonisation, une décision sans précédent, il a levé un certain nombre de barrage et l'activité économique est florissante.

Après tous ces pas, les Palestiniens boycottent les Israéliens dans tous les cénacles internationaux. Ils refusent de coopérer avec nous aux dépens de leur propre population. Car lorsqu'ils refusent de s'engager avec nous sur le traitement des eaux usées, ce sont les Palestiniens qui sont les premiers affectés, puis les Israéliens...

En parlant de cette ligne de 1967, voulez-vous dire que M. Obama prend la responsabilité de bloquer des négociations ?

Sur ce sujet, l'opinion que j'exprime ne représente que moi-même, on sait que les Etats-Unis eux-mêmes reconnaissent que leur attitude sur la colonisation a été une erreur. Personne ne sait ce que serait la position de M. Nétanyahou si quelqu'un voulait négocier avec lui.

C'est pourquoi on attend que la pression internationale se porte sur les Palestiniens pour éviter un vote aux Nations unies [sur la reconnaissance de la Palestine, en septembre] qui serait une victoire pour le Hamas. Si on croit qu'Israël abandonnera ses demandes sous la pression de l'unilatéralisme, on se trompe, car c'est la sécurité d'Israël qui est en jeu.

M. Nétanyahou est-il au centre de l'échiquier politique israélien aujourd'hui ?

Ce qui compte, c'est ce que pensent les électeurs du Likoud, les sondages ont montré que la majorité des Israéliens soutiennent son discours et qu'une majorité de cette majorité soutient également le Likoud.

Il est au centre-droit car dans son discours [au Congrès, le 24 mai] il a bien précisé qu'il faudrait prendre en considération les changements démographiques intervenus depuis 1967 [en Cisjordanie, avec la colonisation] et qu'Israël devrait conserver les places où il a un intérêt national, le quartier juif de Hébron, Shilo ou Bet El où existait le temple juif.

Tout sera décidé par la négociation, pas déclaré avant cette négociation. Que des localités resteront derrière la frontière mais qu'un Etat palestinien ne veut pas dire que des juifs ne pourront pas y vivre.

Propos recueillis par Gilles Paris

GILAD ERDAN, MINISTRE ISRAËLIEN DE L'ENVIRONNEMENT

«L'EAU, UN PROBLÈME MAJEUR»

Le Proche-Orient fait face à un manque d'eau chronique.

Malgré les tensions politiques qui les opposent, les pays de la région se doivent de mener des efforts communs afin d'y remédier. Invité à Paris dans le cadre d'un forum de l'Union pour la Méditerranée, le ministre israélien de l'Environnement, Gilad Erdan, a ainsi pu rencontrer hier ses homologues jordanien et palestinien pour évoquer cette problématique majeure. Recyclage de l'eau, usines de désalinisation, projet de canal : les solutions sont nombreuses.

Quelles sont les solutions pour remédier à la sécheresse ?

Le problème du manque d'eau concerne Israël, mais aussi la Jordanie et les territoires palestiniens. Depuis la création d'Israël, nous avons compris qu'il s'agissait d'un problème majeur. Nous avons donc fait en sorte d'installer des systèmes pérennes pour y remédier : aujourd'hui, Israël est le leader mondial du recyclage des eaux usées, utilisées pour l'agriculture. Et nous construisons des usines de désalinisation : en 2013, elles fourniront 600 millions de m³ d'eau par an.



Gilad Erdan, ministre israélien de l'Environnement, hier à Paris.

Le manque d'eau risque-t-il de créer de nouveaux conflits ?

Si la sécheresse continue, cela peut créer de grandes tensions. Car le besoin d'eau va augmenter, étant donné que la croissance de la population dans la région est bien plus élevée qu'en Eu-

rope : 10% par an en Israël, plus encore dans les territoires palestiniens.

Quelles mesures sont prises pour sauver la mer Morte, en danger ?

Nous développons le projet «red dead», l'un des plus gros projets d'in-

frastructure au monde, évalué à plusieurs milliards de dollars. Il s'agit d'un canal qui apportera 2 milliards de m³ d'eau par an de la mer Rouge à la mer Morte. Cette dernière est l'un des plus beaux endroits au monde, mais elle perd chaque année un mètre d'eau en raison de l'évaporation. Mais y amener de l'eau peut entraîner de nouveaux problèmes environnementaux. La Banque mondiale mène donc des études pour les anticiper, car c'est un projet inédit. Nous attendons les résultats dans les semaines à venir afin d'avancer sur ce projet.

Les discussions autour de ces problématiques peuvent-elles favoriser le dialogue de paix ?

Nous voulons séparer les questions liées à l'eau des problèmes politiques. L'eau, c'est la vie, tout le monde y a droit. Je suis heureux d'avoir été invité à discuter de ces questions : avec mes homologues palestinien et jordanien, nous avons eu de bonnes discussions pour développer des projets bénéfiques pour tous. •

© L. SIMONIS/PIA

"Il est beaucoup plus facile de négocier quand les peuples se sentent sur le même pied d'égalité."

Entretien avec Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient.

Caroline Brun : Vous organisez mardi un grand forum sur le Proche Orient, avec un jeu de mot : le "forUM", UM comme Union pour la Méditerranée, qu'il s'agit de relancer peut-être. Vous pensez que c'est par l'économie qu'on va faire en sorte que les hommes s'entendent ?

Valérie Hoffenberg : J'ai effectivement souhaité que le "forUM" soit [une occasion de relancer cette Union pour la méditerranée](#) et de démontrer qu'autour de problématiques communes aussi importantes que l'eau, l'énergie l'environnement et le high-tech, les dirigeants de ces peuples avaient le désir de se rencontrer.

Mardi, ce sera la première fois depuis 2 ans et demi que des ministres israéliens, palestiniens, jordaniens, mais aussi les plus hautes personnalités qataries et omanaises ont décidé de dépasser leurs divergences politiques pour se réunir à la même table. Et je suis très heureuse que ce soit Paris qui accueille pour la première fois cette réunion où se croiseront, outre les représentants des Etats, plus de 600 personnes et près de trois cent chefs d'entreprises.

L'idée, c'est aussi d'apporter des réponses concrètes aux demandes urgentes des populations. Lorsqu'on voit ce qui se passe dans le monde arabe, on se rend compte que les populations demandent à retrouver de la dignité par l'emploi, une amélioration de leur vie quotidienne. Et aux sujets fondamentaux que l'on va aborder, on apportera des réponses régionales.

On a évoqué au G8 la volonté de l'Europe et de la France d'envoyer un signal fort à cette région du monde, mais aussi à nos chefs d'entreprise. La France encourage ses chefs d'entreprise à aller investir dans ces régions.

Puisque vous parlez du G8, peut-on dire que les printemps arabes auront des répercussions sur le processus de paix ?

Je crois que c'est trop tôt pour le dire. En revanche, nous avons vu émerger lors de ces révolutions les demandes des populations de traiter leurs problèmes dans chaque pays. Jusqu'à présent, nous n'avions regardé cette région du monde que par le prisme du processus de paix.

Mais finalement les Egyptiens, les Jordaniens, les Libyens, les Syriens, n'ont pas évoqué le processus de paix comme leur problématique quotidienne principale. Ils se sont révoltés pour dire qu'ils en avaient assez de la corruption, du manque de réforme, de la faim, du chômage. Il est fondamental aujourd'hui de regarder aussi par ce prisme-là.

Il est beaucoup plus facile de négocier quand les peuples se sentent sur le même pied d'égalité. Actuellement dans le processus de paix, une des problématiques est qu'Israël est effectivement beaucoup plus haut au niveau de l'économie, et les autres beaucoup plus bas. Moi je crois qu'il faut développer les économies et les emplois aussi pour permettre à ces populations d'être à un niveau d'égalité plus important vis-à-vis d'Israël.

Bien entendu, Israël a des craintes par rapport à ce qui est en train de se passer. Il y a quelques mois, [on lui demandait de faire des efforts](#) par rapport aux Syriens. Aujourd'hui, Israël répond : à qui rend-t-on le Golan ? [C'est extrêmement compliqué](#). On demande à Israël de faire des efforts par rapport aux Egyptiens : avec qui ? Demain il va être fondamental de savoir qui va diriger l'Egypte. Mais je crois qu'on ne peut pas attendre qu'il y ait des accords politiques mis sur la table. Donc l'économie ne réglera pas la paix, mais elle permettra de continuer à créer un environnement de prospérité, et je l'espère, de paix.



« La France fédère Arabes et Israéliens autour de l'innovation »

Par Astrid Ribois - Lundi 30 mai 2011 à 17:38

Rassembler les peuples du Moyen-Orient autour du développement, voici le but du forum de l'innovation au Proche-Orient organisé ce mardi 31 mai à Paris. Toute la journée, des ministres et hommes d'affaires israéliens et arabes se réuniront pour discuter des différentes problématiques du développement dans la région. Contactée par Guysen, Valérie Hoffenberg, à l'initiative du projet, nous a expliqué pourquoi la promotion de l'innovation dans la région peut servir la cause de la paix.

Guysen : Pourquoi est-il important de favoriser l'innovation au Moyen-Orient ?

Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient : Nous avons organisé l'évènement autour de quatre grands thèmes : l'eau, l'énergie, la sécurité alimentaire et les nouvelles technologies. Ce forum est organisé afin de créer des projets régionaux qui permettront de mettre en place des solidarités entre les différents peuples de la région. L'autre objectif est également de faire en sorte que ces projets soient des sources d'emplois pour les populations du Proche-Orient. Or, tous ces domaines, et notamment l'eau et les nouvelles technologies ont un besoin accru de main d'œuvre.

Guysen : Dans quel contexte s'inscrit ce Forum ?

Valérie Hoffenberg : Il s'inscrit tout d'abord dans la relance de l'Union pour la Méditerranée qui tient à cœur à Nicolas Sarkozy. Quelles que soient les difficultés de la région, il est important de fédérer les peuples autour d'intérêts communs et cela se fera par le biais de l'innovation. Aussi, de nombreux pays dans le monde appellent au boycott d'Israël. Or, je me réjouis de réussir à réunir autour d'une même table des ministres israéliens (Guilad Erdan, ministre israélien de la Protection de l'environnement, ndlr), palestiniens (Shaddad Attili, président de la Palestinian Water Authority, ndlr) ou encore jordaniens, qataris, omanais. J'espère que par ce forum, nous pourrons dénoncer le boycott d'Israël et prouver qu'Israël est prêt à collaborer sur différents domaines avec ses voisins arabes.

Guysen : Quel est l'objectif plus concret du forum ?

Valérie Hoffenberg : Les révoltes du monde arabe nous ont démontré que les populations veulent des réponses concrètes pour améliorer les conditions de la vie quotidienne. C'est pourquoi il y a une urgence à créer des filières dans différents domaines pour créer des emplois. Malgré les difficultés, les différents ministres qui participent au colloque ont la volonté de dépasser leurs différends politiques pour trouver des réponses concrètes à ces problèmes-là.

Guysen : A quel point la France est impliquée dans les projets du Moyen-Orient ?

Valérie Hoffenberg : La France veut montrer qu'elle investit dans cette région. Il y a déjà plusieurs grandes entreprises françaises présentes au Proche-Orient comme Suez ou Veolia. Lors de leur dernière rencontre il y a quelques jours, le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a affirmé à Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères, qu'il est particulièrement important de développer les économies égyptienne et jordanienne pour garantir et assurer la paix autour d'Israël. Le Forum vise également à favoriser les relations bilatérales entre la France et Israël. Le but est de montrer aux hommes d'affaires que l'on peut faire du commerce avec les pays arabes et Israël. L'objectif est de renforcer les liens économiques et commerciaux d'une part entre Israël et la France, mais aussi entre Israël et les pays arabes. Bien entendu, j'espère par là montrer au monde et aux Français les bienfaits du commerce avec Israël, surtout que c'est un pays qui est en avance dans plusieurs domaines comme celui de l'eau ou des énergies.

Guysen : Si vous êtes élue député représentant les Français de l'étranger, aurez-vous toujours la même légitimité pour organiser de tels évènements ?

Valérie Hoffenberg : Si je suis élue député, je pourrais toujours garder ma fonction habituelle. Les deux sont compatibles. C'est toute une démarche que je construis depuis plusieurs années. Si je suis élue, ce serait une progression. Chaque étape de ma carrière m'apporte une légitimité supplémentaire pour continuer mes actions à promouvoir Israël et le Proche-Orient auprès de la France.



Minister Erdan in Paris Conference: Keep the Water Issue Out of the Israeli Palestinian Conflict

In a statement to the Panel on Water on "Regional Solutions - Hydro-Diplomacy: A Path to Peace" at the For'UM Conference on Innovation, an opportunity for the MENA Region, which took place in Paris on May 31, 2011, Israel Minister of Environmental Protection Gilad Erdan called for keeping the water issue out of the political conflict. He noted that water scarcity and water source pollution threaten both the Israeli and Palestinian populations and said that if the issues of water supply and political conflict are not separated, cooperation and a solution to the water problems plaguing the entire population of the region will not be reached.

The Paris conference took place under the patronage and in the presence of Mr. Alain Juppe, French Minister of Foreign and European Affairs at the initiative of Ms. Valerie Hoffenberg, France's special representative to the Middle East, and was organized in cooperation with the Union for the Mediterranean (UFM). The For'UM focused on four main areas - water, energy, food security and information and communication technologies.

Minister Erdan participated in the panel on "Hydro-diplomacy: A Path to Peace" which aimed to come up with regional solutions to the water scarcity problems in the region as a path toward cooperation and peace. He was joined in the round table discussion by Mr. Shadad Attili, President of the Palestinian Water Authority, Mr. Mohammad Najjar, Jordanian Minister of Water and Irrigation, Mr. Jafaar Hassan, Jordanian Minister of Planning and International Cooperation and Mr. Rafik Husseini, Deputy Director General of the UFM.

Minister Erdan noted that Israel currently supplies the Palestinian population in Judea and Samaria and in Gaza with much larger quantities of water than those specified in the 1995 Interim Agreement between Israel and the Palestinians. He went on to say that water source pollution presents a threat to both populations. Therefore discussions should focus on the water needs of the two populations and not on rights to water sources. In order to reach solutions and avoid a stalemate, he said, we must separate the political conflict from the existential questions which relate to water supply to the populations and protection of water sources.

Erdan reiterated the commitment of the government of Israel to help find regional solutions to the water problem and to help as much as possible to create the stability that will enable governments and companies to invest in water and sewage infrastructure, including investment in the construction of desalination facilities for the benefit of the residents of Gaza.

The Union for the Mediterranean (UFM) is a multilateral partnership that encompasses 43 countries from Europe and the Mediterranean Basin. It was created in July 2008 as a

relaunched Euro-Mediterranean Partnership (the Barcelona Process) in 2008. The Union has the aim of promoting stability and prosperity throughout the Mediterranean region.



Israeli Environment Minister: Please Keep Politics Out of Water!



Is it possible to keep politics out of water negotiation in the Middle East? Israel environment minister (center) thinks so

In a statement to the panel Hydro-Diplomacy: A Path to Peace, at the For'UM Conference on Innovation, which took place in Paris on May 31, Israel Minister of Environmental Protection Gilad Erdan called for keeping the water issue out of the political conflict. He noted to other ministers in the room from the Middle East North Africa Region that water scarcity and water source pollution threaten both the Israeli and Palestinian populations and said that if the issues of water supply and political conflict are not separated, cooperation and a solution to the water problems plaguing the entire population of the region will not be reached.

The Paris conference took place under the patronage of Mr. Alain Juppe, French Minister of Foreign and European Affairs at the initiative of Ms. Valerie Hoffenberg, France's special representative to the Middle East, and was organized in cooperation with the Union for the Mediterranean. The For'UM focused on four main areas – water, energy, food security and information and communication technologies.

Minister Erdan participated in the panel on “Hydro-diplomacy: A Path to Peace” which aimed to come up with regional solutions to the water scarcity problems in the region as a path toward cooperation and peace.

He was joined in the round table discussion by Shadad Attili, President of the Palestinian Water Authority, Mohammad Najjar, Jordanian Minister of Water and Irrigation, Mr. Jafaar Hassan, Jordanian Minister of Planning and International Cooperation and Mr. Rafik Husseini, Deputy Director General of the UFM.

By 2025, 90% of the population in the Middle East and North Africa is expected to suffer water shortages. Urgent action is therefore needed. At the For'UM, France joined the Middle East Desalination Research Centre, the only multilateral institution that has survived the Oslo Accords.

The Middle East has considerable solar energy potential, accounting for possibly up to 45% of potential global renewable energy reserves. Skills and expertise urgently need to be developed at a regional level to tap this potential and generate jobs, the forum organizers stated.

Minister Erdan noted that Israel currently supplies the Palestinian population in Judea and Samaria and in Gaza with much larger quantities of water than those specified in the 1995 Interim Agreement between Israel and the Palestinians.

He went on to say that water source pollution presents a threat to both populations.

Therefore discussions should focus on the water needs of the two populations and not on rights to water sources. In order to reach solutions and avoid a stalemate, he said, we must separate the political conflict from the existential questions which relate to water supply to the populations and protection of water sources.

Erdan reiterated the commitment of the government of Israel to help find regional solutions to the water problem and to help as much as possible to create the stability that will enable governments and companies to invest in water and sewage infrastructure, including investment in the construction of desalination facilities for the benefit of the residents of Gaza.



Israel to PA: Cooperate on Water or Hurt Your Own People

By Chana Ya'ar

The Palestinian Authority is refusing to cooperate with Israel on water conservation and quality control, leaving its own people high and dry. But Environmental Protection Minister Gilad Erdan warned Tuesday in Paris that it was essential for the PA to understand that some issues must be considered before those of politics -- and one of them is water.

"The issue of water must be outside the Israeli-Palestinian conflict," Erdan said at a roundtable discussion in which he participated together with Jordan's Water Minister Mohammed Najjar and Regional Cooperation Minister Jafa'ar Hassan. Also participating in the discussion was the PA Water Authority Minister, Dr. Shadad Attili and Deputy Secretary-General of the Union for the Mediterranean, Rafiq Husseini, as well as the French ministers for environmental protection and economic cooperation.

The conference was hosted by the government of France and President Nicolas Sarkozy's Middle East envoy, Valerie Hoffenberg. It was organized by the Union for the Mediterranean.

"If the Palestinians will continue to insist on putting conditions on things, we will not succeed in achieving cooperation and will not find a solution to the water distress of this whole region's population," Erdan said.

According to the minister, Israel currently supplies the PA in Judea and Samaria, as well as in Gaza, with far more water than that which was required under the 1995 Oslo II agreement. However, Erdan said, continued pollution of many water sources today threatens both Israel and the PA alike.

He urged the PA leadership to stop arguing about which party has the right to which source of water, and instead to get focused on the mutual need for water faced by everyone in the region.

Israel has become a world leader in the field of recycled water in recent years. The Jewish State has developed advanced technology in the area, and recycles at least 70 percent of its own waste water and sewage, in addition to its desalination plants.



JIB highlights Jordan's energy potentials at Paris Innovation Forum

Amman, June 1 (Petra) -- The Jordan Investment Board (JIB) highlighted the Kingdom's potentials in alternative energy and available investment opportunities in this sector at the Innovation Forum which was held in Paris on May 31, under the theme "Innovation: An Opportunity for the MENA Region".

The event, organized by the French Ministry of Foreign affairs in conjunction with the Union for the Mediterranean, aimed at promoting peace in the region as the cornerstone for economic development.

The forum also focused on means of developing small and medium-sized enterprises in the Middle East by finding new partners to expand their projects and by gaining access to funding through venture capital funds or banks.

During a roundtable discussion focusing on new energy and its potential for the Middle East, JIB's Chief Executive Officer Samer Asfour presented the kingdom's strategy that aspires to increase the contribution of renewable energy, oil shale and nuclear energy in the country's energy mix to provide for the needs of Jordanians and achieve energy independency. Moreover, Asfour showcased the kingdom's investment opportunities in the energy sector across cities and governorates in addition to advantages and incentives Jordan offers to investors.

Jordan was represented in the forum by Minister of Planning and International Cooperation Jaafar Hassan, Minister of Water and Irrigation Mohammad Najjar, and Jordan Valley Authority Secretary General Saad Abu Hammour in addition to several representatives from the private sector.

Stressing the importance of this event for Jordan, Asfour said: "JIB's involvement in this high-level event is to underline the position of Jordan as a stable and safe haven for businesses looking to access the Middle East." Major French and Middle Eastern companies taking part in the forum included Veolia Environment, GDF-Suez, and France Telecom. On the sidelines of the forum, JIB held meetings with several companies and non-profit associations including the largest union of employers in France.

(JIB) was established in 1995 as the investment promotional agency of Jordan. JIB provides investors with an array of full-fledged services including comprehensive information related to investments in the kingdom, business opportunities in vibrant sectors and pre-feasibility studies for 150 project concepts in fifteen sectors including agriculture, education, energy and utilities, health & pharmaceuticals, information and communication technology, mining and processing, tourism and others.

//Petra// A SH
1/6/2011 - 09:11:35 PM



Jordan Investment Board highlights kingdom's energy potential at Paris Innovation Forum

Amman - The Jordan Investment Board has participated in the Innovation Forum which was held in Paris on May 31, 2011 under the theme "Innovation: An Opportunity for the MENA Region".

Organized by the French Ministry of Foreign affairs in conjunction with the Union for the Mediterranean, the forum aimed at promoting peace in the region as the cornerstone for economic development. Furthermore, the forum focused on means of developing small and medium-sized enterprises in the Middle East by finding new partners to expand their projects and by gaining access to funding through venture capital funds or banks.

Roundtables at the forum focused on the key issues of water, food security and production, solar and other renewable energies, and new information and communication technologies. More than 600 people attended the forum including ministers, economic leaders and some 250 international and Arab companies.

During a roundtable discussion focusing on new energy and its potential for the Middle East, JIBJIBLoading...s Chief Executive Officer Mr. Samer Asfour presented the kingdom's strategy that aspires to increase the contribution of renewable energy, oil shale and nuclear energy in the country's energy mix to provide for the needs of Jordanians and achieve energy independency. Moreover, Mr. Asfour showcased the kingdom's investment opportunities in the energy sector across cities and governorates in addition to advantages and incentives Jordan offers to investors.

Jordanian participants included the Minister of Planning and International Cooperation His Excellency Dr. Jafar Hassan, Minister of Water and Irrigation His Excellency Mr. Mohammad Najjar, and Jordan Valley Authority Secretary General Mr. Saad Abu Hammour in addition to several representatives from the private sector.

Stressing on the importance of this event for Jordan, Mr. Samer Asfour said: "The Innovation Forum comes at a crucial time for the Middle East in light of the political and economic changes sweeping the region. JIBJIBLoading...s involvement in this high-level event is to underline the position of Jordan as a stable and safe haven for businesses looking to access the Middle East". Mr. Asfour added: "We hope our participation will pave ways for future partnerships that will add value to the kingdom's economy and cater to the needs of Jordanians"

The forum was inaugurated by the French Minister of Cooperation His Excellency Mr. Henri de Raincourt and French Minister for Ecology, Sustainable Development, Transport and Housing Her Excellency Mrs. Nathalie Kosciuko-Morizet. Mr. de Raincourt read a speech on

behalf of the French President Mr. Nicolas Sarkozy welcoming the participants and reiterating his country's commitment to support and assist the region

Major French and Middle Eastern companies taking part in the forum included Véolia Environment, GDF-Suez, and France Telecom. Institutional representatives included the European Investment Bank, the National Federation of Agricultural Workers' Unions, the Qatar National Food Security Programme, and the French Development Agency.

On the sidelines of the forum, JIB held meetings with several companies and non-profit associations including the largest union of employers in France MEDEF, the French Oil and Gas Suppliers Council GEP France, and the world's largest utility company Électricité de France S.A. (EDF).

In addition to the EU Association Agreement, Jordan has a number of economic agreements with France including the Economic Cooperation Agreement and a Double Taxation Agreement. In addition, Jordan and the French Agency for Development (AFD) signed a 20-million-euro grant MOU, following an agreement signed with PROPARCO (a division of AFD), authorizing it to operate in Jordan and finance private sector projects. In 2008, Jordan signed an agreement with AREVA for uranium exploration and mining, in addition to a nuclear cooperation agreement.